

CONVENTION DE CATÉGORIE D
(pour les services thématiques à vocation nationale)

Titulaire : **SAS Regroupement des radios musulmanes de France -
Radio Orient**

Service : **Radio Orient**

Convention : 6 septembre 2023

CONVENTION DE CATÉGORIE D

pour les services thématiques à vocation nationale

Entre, d'une part, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), représentée par son président, et, d'autre part, ~~l'association~~ la société^{(1) (2)} **REGROUPEMENT DES RADIOS MUSULMANES DE France-RADIO ORIENT SAS (RCS NANTERRE SIRET 339 765 786 00027)**

ci-après dénommée le titulaire, représentée par Monsieur Jamil SHALAK, Président,
il a été convenu ce qui suit :

1^{ÈRE} PARTIE : OBJET DE LA CONVENTION, PRÉSENTATION DU TITULAIRE ET IDENTIFICATION DU SERVICE

Article 1-1 : objet de la convention

La présente convention, composée des articles 1-1 à 5-2 et des annexes I à IV, a pour objet, en application de l'article 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, de fixer les règles particulières applicables au service pour l'exploitation duquel l'autorisation est délivrée et les prérogatives dont dispose l'Arcom pour assurer le respect de ses obligations par le titulaire de l'autorisation.

Le titulaire de l'autorisation est le seul responsable du programme diffusé sur son antenne, quelles que soient les modalités de sa fabrication.

Article 1-2 : titulaire de l'autorisation

L'annexe I décrit le titulaire.

Le titulaire indique en **annexe I** :

- l'adresse du siège social, le nom et le prénom du représentant légal (président ou gérant) ainsi que du directeur de la publication au sens de l'article 93-2 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 ;
- **pour une association**, le nom, le prénom, l'adresse et la fonction des membres du bureau ;
- **pour une société**, le montant et la composition du capital en précisant, le cas échéant :
 - o le pourcentage des droits de vote ;
 - o la composition du capital de la société qui contrôle la société titulaire, au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que la composition de ses organes dirigeants et de ses actifs.

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile.

⁽²⁾ Pour les sociétés, indiquer la dénomination sociale et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; pour les associations, indiquer la dénomination, le numéro et la date de déclaration en préfecture.

Le titulaire de l'autorisation s'engage sur l'honneur à respecter les règles de nationalité fixées par l'article 40 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Le titulaire de l'autorisation s'engage sur l'honneur à ne pas enfreindre les dispositions des articles 39, 41, 41-1, 41-2, 41-3 et 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée limitant les concentrations dans le secteur de la communication audiovisuelle.

Le titulaire s'engage à fournir, par courrier recommandé et sur simple demande, tout document permettant à l'Arcom d'apprécier sa situation au regard des articles susmentionnés de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Article 1-3 : identification du service

La station s'identifie à l'antenne par l'annonce de son nom au moins quatre fois par heure.

Le nom de la station est : **RADIO ORIENT**

Tout changement du nom de la station doit recevoir l'agrément préalable de l'Arcom.

2^{ÈME} PARTIE : OBLIGATIONS DÉONTOLOGIQUES

Article 2-1 : principe général

Le titulaire est responsable du contenu des émissions qu'il programme.

Dans le respect des principes constitutionnels de liberté d'expression et de communication ainsi que de l'indépendance éditoriale du titulaire, celui-ci veille au respect des principes énoncés aux articles suivants.

Pour l'appréciation du respect de ces stipulations, l'Arcom tient compte du genre du programme concerné.

Article 2-2 : honnêteté et indépendance de l'information et des programmes

L'exigence d'honnêteté s'applique à l'ensemble des programmes.

Le titulaire s'engage à respecter la délibération n° 2018-11 du 18 avril 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information et des programmes qui y concourent et, le cas échéant, tout autre acte de l'Arcom qui la modifie ou s'y substitue.

Dans les émissions qui ne sont ni d'information ni ne concourent à celle-ci, et sous réserve de la caricature ou du pastiche clairement présentés comme tels au public, l'utilisation de procédés permettant de modifier le sens ou le contenu des propos ou des sons ne peut déformer le sens ou le contenu initial des propos ou des sons recueillis, ni abuser le public.

5

Article 2-3 : pluralisme de l'expression des courants de pensée et d'opinion

Le titulaire assure le pluralisme des courants de pensée et d'opinion, notamment dans le cadre des recommandations et délibérations formulées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'Arcom.

Le titulaire transmet à la demande de l'Arcom, pour la période qu'elle lui indique, le relevé des temps d'intervention des personnalités politiques.

Article 2-4 : vie publique

Le titulaire veille dans son programme :

- à ne pas inciter à des pratiques ou comportements délinquants ou inciviques ;
- à respecter les différentes sensibilités politiques, culturelles et religieuses du public ;
- à ne pas encourager des comportements discriminatoires à l'égard des personnes en raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, de leur particulière vulnérabilité, apparente ou connue de l'auteur de ces comportements, résultant de leur situation économique ou de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français ;
- à promouvoir les valeurs d'intégration et de solidarité qui sont celles de la République.

Article 2-5 : droit d'opposition et charte déontologique

Le titulaire garantit le respect de l'article 2 bis de la loi du 29 juillet 1881 modifiée sur la liberté de la presse.

À cet effet, il s'assure que les journalistes qu'il emploie puissent exercer librement le droit d'opposition mentionné au premier alinéa de cet article.

Le titulaire transmet à l'Arcom la charte déontologique mentionnée à l'article 2 bis de la loi du 29 juillet 1881 modifiée et ses éventuels avenants dès leur signature.

Article 2-6 : droits de la personne

La dignité de la personne humaine constitue l'une des composantes de l'ordre public. Il ne saurait y être dérogé par des conventions particulières même si le consentement est exprimé par la personne intéressée. Le titulaire s'engage à ce qu'aucune émission ne porte atteinte à la dignité de la personne humaine. Il respecte les droits de la personne relatifs à sa vie privée, son honneur et sa réputation tels qu'ils sont définis par la loi et la jurisprudence. Il veille en particulier :

- à ce qu'il soit fait preuve de retenue dans la diffusion de témoignages susceptibles d'humilier les personnes ;
- à éviter la complaisance dans l'évocation de la souffrance humaine, ainsi que tout traitement avilissant l'individu ou le rabaissant au rang d'objet ;
- à ce que le témoignage de personnes sur des faits relevant de leur vie privée ne soit recueilli qu'avec leur consentement éclairé ;

- à ne pas mettre en avant de manière excessive l'esprit d'exclusion, ni encourager des propos diffamatoires ou injurieux à l'encontre des auditeurs ;
- à ce que la participation de non-professionnels à des débats, à des émissions interactives, à des émissions de jeu ou de divertissement ne s'accompagne d'aucune renonciation de leur part, à titre irrévocable ou pour une durée indéterminée, à leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'intimité de la vie privée et le droit d'exercer un recours en cas de préjudice.

Article 2-7 : droits des participants à des émissions

Dès lors qu'un auditeur n'a pas donné son accord exprès pour dévoiler son identité et s'exprimer sur sa vie personnelle, il est interdit à l'animateur de donner des indications susceptibles d'identifier cette personne, notamment le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, un signe caractéristique, ou de divulguer des éléments personnels dont il aurait pu avoir connaissance. L'animateur veille également à ce que les propos tenus à l'antenne ne soient pas de nature à rendre possible l'identification de tiers.

Les auditeurs, avant de passer à l'antenne, reçoivent les mêmes consignes. Dans le cas où ils les outrepasseraient, l'animateur doit immédiatement les interrompre.

Article 2-8 : droits des intervenants à l'antenne

Les personnes intervenant à l'antenne sont informées, dans la mesure du possible, du nom et du sujet de l'émission pour laquelle elles sont sollicitées.

Article 2-9 : témoignage de mineurs

Le titulaire s'assure que, lorsqu'un mineur intervient à l'antenne, l'animateur de l'émission veille à ne pas heurter, par ses propos, sa sensibilité.

Article 2-10 : maîtrise de l'antenne

Le titulaire met en œuvre les procédures nécessaires pour assurer, y compris dans le cadre des interventions des auditeurs, la maîtrise de l'antenne et le respect des principes définis aux articles 2-2 à 2-9.

Il s'engage à communiquer à la demande de l'Arcom une description précise des procédures prévues à l'alinéa précédent.

Article 2-11 : information des producteurs

Le titulaire informe les producteurs et les fournisseurs de programmes, à l'occasion des accords qu'il négocie avec eux, des stipulations des articles 2-4 à 2-10 de la convention en vue d'en assurer le respect.

Article 2-12 : protection de l'enfance et de l'adolescence

Le titulaire veille à la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation de ses émissions, conformément à la délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services

de radiodiffusion sonore, et, le cas échéant, tout autre acte de l'Arcom qui la modifie ou s'y substitue.

3^{ÈME} PARTIE : CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME ET DES DONNÉES ASSOCIÉES

Article 3-1 : nature et durée du programme

Le titulaire s'engage à réaliser le programme décrit en annexe II.

Le titulaire indique en **annexe II**, de la façon la plus précise possible, les caractéristiques de sa programmation. Il définit le format de la station : public visé (âge), type de musique diffusée, nature et durée des émissions non musicales ainsi que la part du temps d'antenne consacrée à l'information. À titre indicatif, il joint une grille des programmes où le contenu de chaque émission, y compris musicale, est détaillé.

Il informe préalablement l'Arcom de tout changement significatif quant aux caractéristiques et à la composition du programme.

Article 3-2 : programmation musicale et chanson d'expression française

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la diffusion des chansons d'expression française définies à **l'annexe III**. Pour les radios dont le programme est majoritairement musical, le titulaire précise le format de sa programmation musicale à **l'annexe III bis**.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de la délibération n° 2021-103 adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 8 décembre 2021, pour l'application des dispositions législatives relatives à la proportion d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France, et le cas échéant tout autre acte de l'Arcom qui la modifie ou s'y substitue.

Article 3-3 : publicité

Le titulaire s'engage à respecter les modalités de diffusion des messages publicitaires définis à **l'annexe IV**.

Le titulaire s'engage à respecter le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 fixant le régime applicable à la publicité et au parrainage.

Il veille à ce que les messages publicitaires soient clairement annoncés et identifiés comme tels. À cette fin, l'ensemble des séquences publicitaires sont précédées et closes par des indicatifs sonores aisément identifiables par les auditeurs ou par des annonces d'animation appropriées.

Les émissions ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location de produits ou services par l'intermédiaire de toute personne s'exprimant à l'antenne, et ne peuvent en particulier comporter des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services.

Lorsqu'elles sont parrainées par un tiers, les émissions ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location des produits ou services émanant du tiers.

Toute référence sur l'antenne à des services téléphoniques ou SMS surtaxés, y compris ceux du titulaire, doit faire état du prix à payer pour leur utilisation. Toutefois, pour les services

téléphoniques surtaxés, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté du 10 juin 2009 relatif à l'information sur les prix des appels téléphoniques aux services à valeur ajoutée et à condition que le titulaire diffuse des messages pré-enregistrés précisant le prix à payer pour leur utilisation, les renvois effectués en direct et en dehors des écrans publicitaires peuvent ne pas mentionner le prix à payer pour leur utilisation. Ces messages pré-enregistrés doivent être diffusés dès la première incitation à appeler un service téléphonique surtaxé, puis à un rythme régulier au cours de l'émission.

Les modalités d'insertion des messages publicitaires dans les programmes sont décrites en annexe IV. Le temps maximal consacré à la publicité y est clairement mentionné.

Article 3-4 : caractéristiques des données associées

Les données associées destinées à enrichir ou à compléter les programmes du service de radio autorisé à être diffusé par voie hertzienne terrestre en mode numérique sont, le cas échéant, décrites aux annexes II c) et IV c) de la présente convention.

4^{ÈME} PARTIE : CONTRÔLE ET PÉNALITÉS CONTRACTUELLES

I – CONTRÔLE

Article 4-1-1 : informations à transmettre

Le titulaire est tenu de communiquer à l'Arcom, à la demande de cette dernière, toutes les informations lui permettant d'exercer le contrôle du respect des obligations qui lui sont imposées.

En particulier, il lui communique à sa demande :

- l'étendue des zones dans lesquelles est diffusé le service ainsi que la population recensée dans ces zones,
- l'état des participations, même minoritaires, qu'il possède dans d'autres entreprises audiovisuelles ou de presse,
- l'état des contrats de fourniture de programme et/ou de franchise, en cours de validité, conclus avec d'autres titulaires d'autorisation, ainsi que la population recensée dans les zones de diffusion des services franchisés.

Le titulaire communique à l'Arcom, avant le 31 juillet de chaque année, un rapport sur les conditions d'exécution de ses obligations au cours de l'année précédente, accompagné des comptes de bilan et de résultat du dernier exercice clos, certifiés conformes par un expert-comptable, un comptable agréé ou un organisme de gestion agréé par l'administration fiscale.

À la demande de l'Arcom, le titulaire lui adresse une déclaration portant sur les diffusions, aux heures d'écoute significative telles que définies par la délibération n° 2021-103 adoptée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 8 décembre 2021, pour l'application des dispositions législatives relatives à la proportion d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France, et le cas échéant tout autre acte qui la modifie ou s'y substitue, pour chacun des mois demandés par l'Arcom, dans la limite des 12 derniers mois écoulés, en indiquant :

5

- **pour les radios ayant choisi le régime général**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- **pour les radios spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine musical**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouvelles productions ;
- **pour les radios spécialisées dans la promotion des jeunes talents**, le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française ainsi que le pourcentage et le nombre de diffusions de chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ;
- **pour les radios spécialisées dans la découverte musicale :**
 - le nombre de titres différents diffusés,
 - le nombre de diffusions de nouvelles productions francophones,
 - le nombre de diffusions de nouvelles productions non francophones ou instrumentales,
 - le nombre maximum de diffusions d'un même titre,
 - le nombre de diffusions de chansons en langue française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions ;
- **pour les radios relevant des premier et quatrième alinéas du 2° bis de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée et bénéficiant de la diminution de la proportion minimale de titres francophones :**
 - le taux de nouvelles productions ;
 - le nombre de rediffusions d'un même titre ;
 - le nombre de titres et d'artistes diffusés ;
 - la proportion de diffusions de titres provenant de trois producteurs distincts, d'une part, et la proportion de diffusion de titres provenant d'un seul producteur de phonogrammes, d'autre part.
- quelles que soient les obligations de diffusions de chansons d'expression française, le cumul des diffusions des dix œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France les plus diffusées au cours de chaque mois demandé et le nombre total de diffusions de chansons.

Le titulaire informe l'Arcom, par lettre recommandée avec avis de réception, de tout changement d'adresse de son siège social ou de ses installations.

Il s'engage à s'acquitter des obligations légales relatives au règlement des droits d'auteurs et des droits voisins. Il fournit à l'Arcom, à la demande de celle-ci, tout document y afférent.

Article 4-1-2 : contrôle des programmes et de la publicité

Le titulaire est tenu de conserver pendant un mois un enregistrement de la totalité des programmes qu'il diffuse sur son antenne, ainsi que le conducteur correspondant.

Sur demande de l'Arcom, il fournit dans les huit jours copie des éléments demandés.

L'enregistrement est réalisé sur support cédérom au format Real Audio ou sur fichier au format MP 3.

L'Arcom peut à tout moment vérifier la conformité des émissions aux obligations résultant des textes législatifs et réglementaires, de la décision d'autorisation et de la présente convention.

Le titulaire est soumis en particulier au contrôle prévu à l'article 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée.

5

Article 4-1-3 : évolution des données de l'autorisation

Pour autant qu'il soit à même d'en avoir connaissance, le titulaire est tenu d'informer préalablement l'Arcom, dans un délai permettant à celle-ci d'exercer ses responsabilités, de toute modification substantielle des données au vu desquelles l'autorisation a été délivrée, notamment en ce qui concerne la structure du capital, les mandataires sociaux, le format et les caractéristiques de sa programmation tels qu'elles sont définies à l'article 3-1 et à l'annexe II.

Article 4-1-4 : cessation de paiement, redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire informe immédiatement l'Arcom de la déclaration de cessation de paiement qu'il a déposée au greffe du tribunal ainsi que de l'ouverture de toute procédure de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

Article 4-1-5 : caractéristiques techniques d'émission

Le titulaire s'engage à ce que les caractéristiques techniques d'utilisation du matériel d'émission soient conformes à l'autorisation.

Il s'engage à n'utiliser que des liaisons autorisées.

Il se soumet à tout contrôle de l'Arcom ou du comité territorial de l'audiovisuel, sur les conditions techniques de diffusion du service.

Il s'engage à assurer l'accès aux installations de diffusion des agents de l'Arcom ou d'un organisme mandaté par l'Arcom.

En cas de gênes causées par les installations de diffusion du titulaire, à un moment quelconque de l'exploitation, l'Arcom se réserve le droit d'imposer toute modification technique nécessaire pour les supprimer. Ces modifications peuvent notamment concerner la hauteur du pylône et des antennes, le diagramme de rayonnement dans un plan vertical et horizontal, la réduction de la puissance apparente rayonnée (PAR) ou le changement du site d'émission.

Toute modification des caractéristiques d'émission est soumise à l'agrément préalable de l'Arcom, par l'intermédiaire du comité territorial de l'audiovisuel.

L'Arcom peut s'opposer à ces modifications. Son accord doit être exprès.

Article 4-1-6 : éléments de mesure

Afin de permettre une mesure facile et rapide de la puissance incidente, chaque émetteur utilisé par le titulaire peut être équipé d'une sonde de mesures à la sortie du dispositif d'émission HF, au niveau de la transition entre l'étage final de puissance et le feeder d'alimentation des antennes d'émission.

Cette sonde est équipée, sur sa sortie dérivative, d'une prise de type N ou BNC et a un coefficient d'atténuation sur cette sortie de mesure de -40 à -50 dB.

Une première mesure d'étalonnage de cette sonde est effectuée en coopération entre les techniciens de l'Arcom et ceux du titulaire en plaçant un wattmètre et une charge à la place du système d'antennes.

Les mesures suivantes sont effectuées en puissance sur la sonde à l'aide d'un wattmètre.

Si ses émetteurs ne sont pas équipés d'un tel dispositif, le titulaire s'engage à accepter toute coupure des émissions qui serait rendue nécessaire, dans le strict cadre des mesures de contrôle réalisées en coopération avec les techniciens de l'Arcom.

Article 4-1-7 : règles d'usage de la ressource radioélectrique dans le cas d'une diffusion en mode numérique terrestre

L'éditeur ne peut, sauf autorisation spécifique, utiliser les ressources en fréquences qui lui sont attribuées pour un usage autre que celui qui est prévu dans la présente convention.

Les caractéristiques des signaux diffusés par l'éditeur sont conformes à la réglementation en vigueur (arrêté du 3 janvier 2008 modifié relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis, ainsi que ses modifications ultérieures) et au document établissant les services et le profil de signalisation pour la diffusion de la radio numérique. Ce document est publié sur le site internet de l'Arcom.

L'éditeur veille à ce que le ou les opérateurs de multiplex, chargés de faire assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission et à la diffusion auprès du public de ses programmes, communiquent régulièrement à l'Arcom les éléments permettant à ce dernier de constater le bon usage de la ressource attribuée, notamment les identifications et débits des différents flux diffusés.

Article 4-1-8 : conventions conclues avec l'opérateur de multiplex

L'éditeur communique à l'Arcom, à titre confidentiel, les conventions conclues avec la ou les sociétés chargées de faire assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission et à la diffusion du service auprès du public.

II – PÉNALITÉS CONTRACTUELLES

Article 4-2-1 : mise en demeure

L'Arcom peut mettre en demeure le titulaire de respecter les obligations qui lui sont imposées par la décision d'autorisation ou les stipulations figurant dans la convention ou ses avenants qui pourraient lui être annexés. Il rend publique cette mise en demeure.

Article 4-2-2 : sanctions

Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 42-1 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, l'Arcom peut, en cas de non-respect des obligations qui sont imposées par la décision d'autorisation ou de l'une des stipulations de la convention ou de ses avenants qui pourraient lui être annexés, prononcer contre le titulaire une des sanctions suivantes compte tenu de la gravité du manquement et après mise en demeure :

1°) la suspension de l'édition, de la diffusion, de la distribution du service, d'une catégorie de programme, d'une partie de programme ou d'une ou plusieurs séquences publicitaires pour un mois au plus ;

2°) la réduction de la durée de l'autorisation d'usage de fréquences dans la limite d'une année ;



3°) une sanction pécuniaire, dont le montant ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 42-2 de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

En cas de nouvelle violation d'une stipulation de la présente convention ou ses avenants qui pourraient lui être annexés, ayant donné lieu au prononcé d'une sanction, l'Arcom peut infliger une sanction pécuniaire dont le montant ne peut dépasser le plafond fixé en cas de récidive par l'article 42-2 de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

Article 4-2-3 : insertion d'un communiqué

Dans les cas de manquement aux obligations qui lui sont imposées par la décision d'autorisation ou aux stipulations de la présente convention ou de ses avenants qui pourraient lui être annexés, l'Arcom peut ordonner l'insertion, dans les programmes du titulaire, d'un communiqué dont il fixe les termes et les conditions de diffusion.

Article 4-2-4 : procédure

Les pénalités contractuelles mentionnées aux articles 4-2-2 et 4-2-3 de la présente convention sont prononcées par l'Arcom dans le respect des garanties fixées par les articles 42 et suivants de la loi du 30 septembre 1986 précitée.

5^{ÈME} PARTIE : STIPULATIONS FINALES

Article 5-1 : modification

Aucune stipulation de la présente convention ne peut faire obstacle à ce que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur soient applicables au titulaire.

Toute modification législative ou réglementaire applicable au service donnera lieu à une révision de la convention en tant que de besoin.

Article 5-2 : communication

La convention est un document administratif dont toute personne peut demander copie au comité territorial de l'audiovisuel ou à l'Arcom, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.



Article 5-3 : entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter du **01 OCT. 2023**
(champ complété par l'Arcom).

Elle annule et remplace toute convention conclue précédemment entre l'Arcom, le cas échéant par l'intermédiaire d'un comité territorial de l'audiovisuel, et le titulaire pour l'exploitation du service qui fait l'objet de la présente convention, quelle que soit la ressource radioélectrique exploitée ou quel que soit le mode de diffusion du service (analogique ou numérique).

Elle est conclue pour une durée indéterminée et s'applique à toute ressource radioélectrique sur laquelle le titulaire serait postérieurement autorisé par l'Arcom pour l'exploitation du même service.

Fait à Paris, le⁽¹⁾ **06 SEP. 2023**

Pour le titulaire :

Le président,



Jamil SHALAK

Pour l'Arcom :

Le président,



Roch-Olivier MAISTRE

⁽¹⁾ À compléter par l'Arcom.

ANNEXE I**DESCRIPTION DU TITULAIRE***(cf. article 1-2)***Nom du titulaire :** SAS Regroupement des radios musulmanes de France-Radio Orient**Adresse du siège social :** 98, boulevard Victor Hugo – 92110 CLICHY**Fonction et nom du représentant légal, directeur de la publication :**

M. Jamil SHALAK, Président

Pour une société :**Montant du capital :** 175 000 €**Composition du capital :**

Nom	Prénom ou forme sociale	Nombre de parts	% détenu	<u>le cas échéant</u> % des droits de vote
Arab United Press	SAL	8 750	100 %	100 %

Date de la dernière modification :

Le cas échéant, le titulaire précise la composition du capital de la société qui contrôle la société titulaire, au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que la composition de ses organes dirigeants et de ses actifs.

La société ARAB UNITED PRESS SAL – au capital de 7 500 000 000 Livres libanaises, sise Boulevard SALAM immeuble KATTOUM, Beyrouth LIBAN – est détenue à 100 % par la famille HARIRI et est Présidée par Monsieur Hani HAMMOUD de nationalité française.



ANNEXE II

a) CARACTÉRISTIQUES DE LA PROGRAMMATION (cf. article 3-1)

Le titulaire indique les caractéristiques de sa programmation, le format de la station, le public visé (âge) ainsi que la nature et la durée de ses émissions (musicales et non musicales). Il précise la part du temps d'antenne consacrée d'une part, à l'information, et d'autre part, à la diffusion de titres musicaux, entre 6 h 30 et 22 h 30 (durées minimum et maximum).

Radio Orient diffuse un programme généraliste à destination d'un public franco-arabe. La radio s'adresse aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Les programmes de Radio Orient sont diffusés dans les deux langues : la langue Arabe, majorité de l'antenne (51 %) et langue Française (49 %).

La grille des programmes est composée de :

- 1- Musiques arabes de diverses origines (Afrique du nord, moyen orient et proche orient). Mais aussi des titres Kabyles. **La musique représente 40 % du temps d'antenne entre 6h30 et 00h00 ;**
- 2- Tranches d'animation, nommées SAWA, durant la journée opérée avec des animatrices et des animateurs qui reçoivent des invités en studio lorsque cela est possible (artistes, médecins, élus locaux, enseignants etc...) ;
- 3- Emissions politiques avec des invités (Pluriel, Et si on en parlait etc...) ;

Pluriel est une émission politique qui reçoit 4 fois par semaine des invités de divers horizons et qui sont interrogés sur l'actualité politique.

Et si on en parlait est une émission également politique qui tente d'aborder avec des invités des questions sociétales et d'actualités nationales, locales mais aussi internationales.

- 4- Journaux en langue Française et en langue arabe : 6 éditions quotidiennes (+ rediffusions), dont 3 en langue Française et 3 en langue arabe ;
- 5- Le journal du LIBAN : deux éditions quotidiennes, en cours de semaine en langue arabe dans le cadre d'un échange avec une station locale.
- 6- Flashs en arabe et en français ;
- 7- BIBLIOTHEQUE : émission culturelle hebdomadaire de 30 minutes diffusée le week-end. Cette émission reçoit des auteurs pour échanger sur leurs ouvrages ;
- 8- Programmes spécifiques dont la rotation dépend des actualités soit culturelles, soit sociales, soit économiques, soit sportives (Rencontres, Parcours, Likaats) ;

Rencontres reçoit des personnalités importantes sur diverses thématiques (politique, culture, concerts, expositions, visites officielles, Institutions, etc...). Le format plus long permet de prendre le temps d'un échange plus profond.

↳

Likaats est la version en langue arabe de *Rencontres* notamment pour les invités qui ne peuvent pas s'exprimer en langue française.

Parcours reçoit des invités, connus ou pas, qui s'expriment sur leurs parcours de vie. Il s'agit le plus souvent de personnalité du monde des arts, des écrivains et des sportifs.

- 9- Emission sportive bi-hebdomadaire (15 min le lundi et le vendredi) ;
- 10- Émission économique hebdomadaire diffusée le samedi (Eco) ;
- 11- Chroniques hebdomadaires avec la collaboration de confrères de la presse écrite (Politis, Humanité dimanche, La Revue Politique et Parlementaire) ;
- 12- Emissions culturelles notamment les appels à la prière et les prières du vendredi. La grille est modifiée durant la période du RAMADAN ainsi que pour Noël (retransmission notamment de la messe de Noël à destination des Chrétiens d'Orient).

Les programmes en langue arabe occupent la majorité du temps de diffusion. La langue employée par les auditeurs est soit constituée de dialecte, soit d'un mélange des langues arabes et françaises.

Qu'ils soient d'information ou d'animation, les programmes de Radio Orient sont conçus dans leur immense majorité dans les studios de Radio Orient à Clichy. Un pourcentage infime des programmes est conçu en dehors de la station (prières du vendredi et Journal du Liban essentiellement). La station conserve néanmoins la responsabilité éditoriale de l'ensemble des programmes diffusés à l'antenne.

La durée moyenne d'un journal est de 15 à 18 minutes tandis que les flashes sont d'une durée d'une à trois minutes. En fonction de l'actualité, les éditions habituelles sont renforcées.

La part du temps d'antenne consacrée à l'information entre 6h30 et 00h00 est de 40% en moyenne, tandis que la part du temps d'antenne consacrée à la musique est de 40 %. Les 20 % restant correspondent aux émissions culturelles et culturelles.

b) GRILLE DES PROGRAMMES (cf. article 3-1)

À titre indicatif, le titulaire joint une grille des programmes où le contenu de chaque émission, y compris musicale, est détaillé.

Cf. grille des programmes

C) DESCRIPTION DES DONNÉES ASSOCIÉES HORS PUBLICITÉ
(cf. article 3-4)

Si le service de radio est autorisé par voie hertzienne terrestre en mode numérique, le **titulaire décrit les données associées** destinées à enrichir et à compléter le programme principal (contenu, durée, liens avec le programme de radio, etc.).

Les données associées sont, principalement, de deux sortes :

1-Celles associées au programme directement : composées de textes courts relatifs au contenu du programme diffusé : Nom du programme, horaire, nom de l'invité, thématique etc... et accompagnées d'images « basse résolution ».

Elles comporteront également le logo de la station et les titres des œuvres diffusées.

Elles annonceront également les programmes à venir, etc...

Elles seront liées étroitement aux informations disponibles sur le site de RADIO ORIENT ainsi que sur la page Facebook.

2-Celles non associées au programme de façon directe : Alertes enlèvements, Accidents, Alertes météo, circulation, évènements à venir etc...

Les durées sont variables car elles vont dépendre du lien avec la programmation.

h

ANNEXE III**STIPULATIONS RELATIVES**
À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION FRANÇAISE
*(cf. article 3-2)***SANS OBJET****À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE RÉGIME GÉNÉRAL**

Dans le respect de la délibération n° 2021-103 adoptée par le CSA le 8 décembre 2021 et le cas échéant de tout autre acte qui la modifie ou s'y substitue, le titulaire s'engage à ce qu'au moins %(*) de la totalité des chansons diffusées soient des chansons d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France et à ce que les chansons d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions représentent au moins %(**) du nombre total des chansons diffusées.

(*) - Le nombre ne peut pas être inférieur à 40.

() - Le nombre ne peut pas être inférieur à 20.**

ANNEXE III BIS**INFORMATIONS RELATIVES À LA PROGRAMMATION MUSICALE***(cf. article 3-2)*

**À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE ENVISAGE DE DIFFUSER
UN PROGRAMME MAJORITAIREMENT MUSICAL**

SANS OBJET

<p style="text-align: center;">Public visé</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Jeune ▪ Jeune-adulte ▪ Adulte ▪ Senior 	<p style="text-align: center;">Pourcentage de titres « gold »*</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Entre ... et ... %
<p style="text-align: center;">Genres musicaux dominants</p> <p><i>(plusieurs choix peuvent être faits)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dance-Electro ▪ Groove-Rap ▪ Pop-Rock ▪ Variété ▪ Autre(s) genre (s) à préciser (classique, jazz, musiques du monde, etc.) : 	<p style="text-align: center;">Pourcentage de nouveautés**</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Entre ... et ... %

Pour les radios diffusant majoritairement des titres « gold »

- **Décennie(s) des titres diffusés :**

* **Gold** = titre de plus de 3 ans

** **Nouveauté** = titre de moins de douze mois

ANNEXE IV

PUBLICITÉ (cf. articles 3-3 et 3-4)

a) MODALITÉS D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES

Le temps maximal consacré à la publicité est de **12 minutes** par heure en moyenne journalière, sans pouvoir dépasser **14 minutes** pour une heure donnée.

Sur la zone de Paris Ile-de-France (zones de Paris et Beauvais), le temps maximal consacré à la publicité est de **4 minutes** par heure en moyenne journalière, sans pouvoir dépasser **3 minutes** pour une heure donnée.

b) MODALITÉS DE DIFFUSION DANS LA GRILLE DES PROGRAMMES

Les écrans publicitaires sont intégrés dans la grille de la façon suivante :

- Un écran à 25 de chaque heure et un écran à 55 de chaque heure pour la publicité démarchée par le service commercial de RADIO ORIENT (dont écrans publicitaires spécifiques à Paris/Beauvais) ;
- Un écran entre, à partir de la minute 15 de chaque heure et de la minute 45 également de chaque heure pour les écrans fournis par la régie publicitaire de TF1.

Le principe est que les écrans ne doivent pas dépasser 6 minutes par tranche de demi-heure.

Les écrans sont tous identifiés en tant qu'écrans publicitaires.

c) DONNÉES ASSOCIÉES : MODALITÉS D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES

S'il envisage de diffuser de la publicité au sein des données associées, le titulaire décrit les modalités d'insertion de ces messages publicitaires (durée, etc.).

Les données associées de nature publicitaires correspondront à des logos avec des images lentes associées.

Elles seront insérées selon des modalités différentes en fonction du type de contrat publicitaire.

Il en va de même de la durée qui sera fonction du type de message (sponsor d'une tranche ou d'un programme, simple annonceur publicitaire, partenaire média d'opérations, etc...).

Dans toutes les hypothèses et afin de préserver la qualité des données associées, ces messages ne pourront jamais occuper plus de 20 % de l'espace réservé aux données associées.

26

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
00:00	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Flash en Français	Flash en Français
00:15	Humilité	Humilité	Variétés	Humilité	Variétés	Variétés	Variétés
01:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
01:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
02:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
02:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
03:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
03:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
04:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
04:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
05:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
05:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
06:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
06:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
07:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
07:02	Variétés	PLURIEL	PLURIEL	PLURIEL	Variétés	Variétés	Variétés
07:30	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
08:00	Flash en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Flash en Français	Flash en Français
08:15	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
08:30	Variétés	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Variétés	Variétés
08:50	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
09:00	Flash en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Flash en Français	Flash en Français
09:15	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
09:30	Variétés	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Variétés	Variétés
09:45	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
10:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
10:05	Variétés	Variétés	Variétés	POLITIS	Variétés	ET SI ON PARLAIT	REVUE POLITIQUE
10:30	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Variétés	Variétés
10:35	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
11:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
11:02	SAWA	SAWA	SAWA	SAWA	Variétés	Bibliothèque	SAWA
12:00	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français
12:15	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Flash en Arabe	Humanité	Humanité
12:30	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe
12:45	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Offices de Tourisme - JEMAA	Variétés	Variétés
13:00	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	ECO	ECO
13:30	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal en Arabe	Variétés	Variétés
13:45	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
14:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
14:02	SAWA	SAWA	SAWA	SAWA	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
14:30	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	SAWA	SAWA
15:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
15:05	SAWA	SAWA	SAWA	SAWA	Variétés	SAWA	SAWA
15:30	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe	Flash en Arabe
15:35	SAWA	SAWA	SAWA	SAWA	Variétés	SAWA	SAWA
16:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
16:02	SAWA	SAWA	SAWA	SAWA	Variétés	SAWA	SAWA
17:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Journal du Liban	Flash en Français	Flash en Français
17:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	REVUE POLITIQUE	PLURIEL
17:30	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Variétés
17:45	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
18:00	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Français
18:15	Variétés				Variétés		Variétés
18:30	Sport	Variétés	Variétés	Variétés	Sport	Variétés	Journal en Arabe
18:45	Variétés				Variétés		Variétés
19:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
19:02	PLURIEL	PLURIEL	PLURIEL	ET SI ON PARLAIT	PLURIEL	POLITIS	Bibliothèque
19:30	Variétés	Variétés	Variétés		Variétés	Variétés	Variétés
20:00	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Journal du Liban	Flash en Français	Flash en Français
20:15	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	POLITIS
20:30							Variétés
21:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
21:02	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	REVUE POLITIQUE	Variétés	Variétés
21:05					Variétés		Variétés
22:00	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français	Journal en Français
22:15	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
22:30	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe	Journal en Arabe
22:45	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés
23:00	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français	Flash en Français
23:02	PLURIEL	PLURIEL	PLURIEL	ET SI ON PARLAIT	PLURIEL	Bibliothèque	Variétés
23:30	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés	Variétés

5